

Marchés Actions	31/03/2017	Perf. sur la semaine	Perf. sur le mois	Perf. depuis le 31/12/16
CAC 40	5123	2,0%	2,6%	5,4%
Eurostoxx 50*	3501	1,6%	2,9%	6,4%
S&P 500	2367	1,0%	-0,7%	5,7%
Marchés de taux	31/03/2017	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Perf. depuis le 31/12/16
Eonia*	-0,36%	-	-0,01%	-0,03%
OAT 10 ans	0,97%			
Matières premières	31/03/2017	Perf. sur la semaine	Perf. sur le mois	Perf. depuis le 31/12/16
Pétrole (Brent, \$/baril)	53	3,6%	-5,8%	-7,3%
Or (\$/once)	1247	0,3%	1,0%	8,2%
Devises	31/03/2017	Perf. sur la semaine	Perf. sur le mois	Perf. depuis le 31/12/16
EUR/USD	1,07	-1,0%	0,7%	1,7%

Source : Bloomberg, Stratégie Amundi AM - Données actualisées le 31/03/2017 à 15h.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

NOTRE ANALYSE

L'activation du Brexit marque le début d'une longue période de négociation. Aucun modèle existant de relations avec l'Union européenne (Suisse, Norvège, Turquie) ne convient au gouvernement britannique. Ce dernier souhaite négocier des accords « sur mesure », dont on peine à dessiner les contours. Le nombre de questions à traiter est immense : accès au marché unique pour les exportateurs, capacité des banques britanniques à servir des clients continentaux, flux migratoires, droits des citoyens de l'Union européenne (UE) vivant au Royaume-Uni (RU) et droits des citoyens britanniques vivant dans l'UE, etc. Or, on n'a jamais vu de questions aussi complexes résolues en seulement deux ans, ce qui augmente la probabilité d'un « hard brexit » (c'est-à-dire d'une sortie sans aucun accord).

L'Europe sera très ferme et ne transigera pas avec la règle des 4 libertés (celles des biens, des services, du capital et du travail) qui est l'un des fondements du marché unique. Avec la montée de partis eurosceptiques dans toute l'Europe, le thème de « l'Europe à la carte » pourrait en effet déstabiliser, à terme, toute l'UE.

* Ce terme est défini dans le lexique.

ACTUALITÉ DE LA SEMAINE

29/03 : la procédure de « Brexit » officiellement déclenchée.

ECONOMIE

Zone euro : fort repli de l'inflation* en mars.

Etats-Unis : révision à la hausse de la croissance du PIB* au 4^e trimestre.

MARCHÉS

Taux : baisse en Europe, stabilité aux Etats-Unis.

Actions : net rebond.

ACTUALITÉ DE LA SEMAINE

29/03 : la procédure de « Brexit » officiellement déclenchée.

Le Premier ministre britannique a signé mercredi 29 mars une lettre officielle au président du Conseil européen, Donald Tusk, invoquant l'article 50 du traité de Lisbonne. Cet article déclenche le compte à rebours de 2 ans au terme duquel le Royaume-Uni quittera en principe l'UE. Les Britanniques ont annoncé leur intention de négocier un accord de libre-échange avec l'UE durant ce délai. Faute d'accord, les règles de commerce international qui s'appliqueront à partir de mars 2019 seront celles de l'Organisation mondiale du commerce. Côté européen, un conseil extraordinaire des 27 pays de l'UE se tiendra le 29 avril pour arrêter les modalités et principes de la négociation.

ÉCONOMIE

Zone euro : fort repli de l'inflation en mars.

L'indice général d'inflation a nettement décéléré en mars (+1,5% sur un an, contre +1,8% anticipé et après +2% en février). L'indice sous-jacent (hors énergie et alimentation) voit sa progression annuelle se réduire également, à +0,7% (+0,9% en février). Le crédit bancaire reste bien orienté. En février, le volume du crédit bancaire aux entreprises est en hausse de 2% sur un an, celui du crédit aux ménages de 2,3%. La confiance économique* reste élevée. L'indicateur du sentiment économique de la Commission européenne atteint 107,9 en mars, soit un niveau presque inchangé par rapport à février (108,0).

Etats-Unis : révision à la hausse de la croissance du PIB au 4^e trimestre.

D'après une 3^e estimation, la croissance a été de +2,1% (en rythme annualisé) contre +1,9% annoncé précédemment. Cette révision provient principalement de plus fortes hausses de la consommation des ménages (+3,5% en rythme annualisé) et des stocks. Inversement, l'investissement des entreprises et les exportations sont révisées à la baisse. Forte hausse de la confiance des ménages*. L'indice de confiance des ménages du Conference Board* est en très forte hausse en mars, à 125,6 (contre 116,1 en février). Il s'agit de son niveau le plus élevé depuis décembre 2000.

MARCHÉS

Taux : baisse en Europe, stabilité aux Etats-Unis.

Les rendements à 10 ans de l'Allemagne et du Royaume-Uni ont baissé respectivement de 0,06% et 0,07% sur la semaine, pour finir à 0,34 % et 1,12%. Les rendements américains finissent la semaine à peu près là où ils l'ont commencée.

Actions : net rebond.

Après une baisse quasi ininterrompue depuis le point haut du 1^{er} mars dernier, les marchés américains sont repartis de l'avant depuis le 28 mars. Le déclencheur a été l'indice de confiance du consommateur du Conference Board, sorti largement au-dessus du consensus (125,6 contre 114,0), en hausse de plus de 9 points par rapport à février et au plus haut depuis décembre 2000 ! Ce regain de vigueur attendu de l'économie américaine a entraîné dans son sillage un raffermissement du dollar et des taux d'intérêt. De même, les cours du pétrole sont remontés cette semaine (+4% pour le Brent, +6% pour le WTI) du fait de l'augmentation moins forte que prévue des stocks de brut et de la perspective d'une prolongation de l'accord de l'OPEP.

* Ce terme est défini dans le lexique.

LEXIQUE

Eurostoxx 50 : indice boursier qui regroupe 50 sociétés au sein de la zone euro selon leur capitalisation boursière.

Eonia : l'Eonia est l'abréviation d'Euro Overnight Index Average. Il correspond au taux moyen des opérations au jour le jour sur le marché interbancaire en euro, pondéré par les transactions déclarées par un panel d'établissements financiers, les mêmes que pour l'Euribor.

Indice de confiance des ménages : indice américain publié le dernier mardi de chaque mois par l'association «The Conference Board » sur la base d'une enquête menée auprès de 5000 personnes (Consumer Confidence Index). Cette enquête mesure le niveau de confiance des ménages américains sur l'économie par rapport à leur situation actuelle (« Present Situation Index ») et à 6 mois (« Expectations Index »), tant du point de vue des revenus espérés ou attendus que des niveaux d'emploi espérés ou attendus. En réalité cet indice, qui se réfère à une base 100 établie en 1985, est un indicateur majeur des futures dépenses de consommation et donc du PIB (« Gross Domestic Product ») et de la croissance économique à venir des Etats-Unis.

Indice de Sentiment Economique : indicateur composite dérivé de cinq indicateurs de confiance ayant des pondérations différentes : indicateur de confiance de l'industrie, indicateur de confiance de services, indicateur de confiance des consommateurs, indicateur de confiance de la construction, indicateur de confiance du commerce de

détail. Les indicateurs de confiance sont calculés comme moyenne arithmétique des soldes, corrigés des variations saisonnières, des réponses à une sélection de questions étroitement liées à la variable de référence qu'ils sont supposés suivre (par exemple la production industrielle pour l'indicateur de confiance de l'industrie).

Inflation : hausse générale des prix des biens et services en circulation dans un pays et sur une période donnée. L'inflation se traduit par un phénomène d'augmentation générale des prix et peut ainsi entraîner une baisse du pouvoir d'achat et de la monnaie. Au contraire, la déflation est le phénomène d'une baisse généralisée et durable du niveau des prix. Pour mesurer le taux d'inflation, l'Insee s'appuie notamment sur l'indice des prix à la consommation (IPC).

PIB (Produit intérieur brut) : le produit intérieur brut est la somme de la production de biens et services réalisée sur le territoire national d'un pays, quelle que soit la nationalité des producteurs pendant une période donnée, la période habituelle de référence est annuelle. Le PIB est un indicateur phare de l'activité économique d'un pays. Il permet de mesurer d'une année sur l'autre l'évolution économique d'un pays et de comparer l'importance et l'évolution des pays les uns par rapport aux autres.

AVERTISSEMENT

Achévé de rédiger le 31 mars 2017 à 15 h. Les informations figurant dans cette publication ne visent pas à être distribuées ni utilisées par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Amundi ou ses sociétés affiliées de se conformer aux obligations d'enregistrement de ces pays. Notamment cette publication ne s'adresse pas aux US persons telle que cette expression est définie dans le US Securities Act de 1933. Les données et informations figurant dans cette publication sont fournies à titre d'information uniquement. Aucune information contenue dans cette publication ne constitue une offre ou une sollicitation par un membre quelconque du groupe Amundi de fournir un conseil ou un service d'investissement ou pour acheter ou vendre des instruments financiers. Les informations contenues dans cette publication sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos et ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit. Les informations sont inévitablement partielles, fournies sur la base de données de marché constatées à un moment précis et sont susceptibles d'évolution.

Les prévisions, évaluations et analyses ne doivent pas être regardées comme des faits avérés et ne sauraient être considérées comme des prédictions exactes des événements futurs.

Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans notre autorisation. Edité par Amundi Asset Management - Société anonyme au capital de 746 262 615 euros- Siège social : 90, boulevard Pasteur, 75015 Paris - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP 04000036 - 437 574 452 RCS Paris.